

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune de TOURNAN

**Dossier n° DP 032 451 23 A0006**

Date de dépôt : 31/10/2023

Demandeur : Société EDF ENR représentée par  
Monsieur DECLAS Benjamin

Demeurant à : 12 Rue Isaac Newton  
31830 PLAISANCE DU TOUCH

Pour : Installation de panneaux  
photovoltaïques sur toiture

Adresse terrain : 213 route de Passama  
32420 TOURNAN

Réf. Cadastre(s) : 451 AK 332

**ARRÊTÉ  
de non-opposition à une déclaration préalable  
au nom de la commune de TOURNAN**

**Le Maire de TOURNAN**

VU la déclaration préalable présentée le 31/10/2023 par Société EDF ENR représentée par Monsieur DECLAS Benjamin ;

VU l'objet de la déclaration :

- pour : installation de panneaux photovoltaïques sur toiture
- sur un terrain situé : 213 route de Passama
- pour une surface de panneaux photovoltaïques créée de 20 m²

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 421-4 et suivants ;

VU le Schéma de Cohérence Territoriale de Gascogne approuvé en date du 20/02/2023, rendu exécutoire au 20/04/2023 ;

VU le Plan de Prévention des Risques Naturel Prévisibles Risque Retrait Gonflement des Sols Argileux approuvé en date du 28/02/2014 ;

VU la Carte Communale approuvée le 03/12/2007 ;

VU l'avis Favorable du Territoire d'Energie du Gers en date du 08/11/2023 ;

VU l'avis Favorable du Maire de TOURNAN en date du 14/11/2023 ;

Considérant que le terrain d'assiette du projet d'installation de panneaux photovoltaïques sur toiture se situe en zone ZC2 de la Carte Communale de TOURNAN ;

Considérant que le terrain d'assiette de l'opération projetée n'est pas desservi en équipement public de défense incendie ;

Considérant que le Maire de TOURNAN, autorité compétente en matière de défense incendie, a fait part dans son avis favorable, de sa volonté de réaliser les travaux nécessaires pour assurer correctement cette défense au plus tard le 01/06/2024 ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

L'attention du demandeur est attirée sur le fait que selon les dispositions de l'article L 342-11 du code de l'énergie, l'éventuelle contribution pour des travaux d'extension nécessaires à la réalisation d'un projet de production n'est pas à la charge de la commune.

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux devra être adressée à la mairie dans les plus brefs délais à compter de la date d'achèvement des travaux.

TOURNAN, le 28/11/23  
Le Maire,



Jean-Luc MIMOUNI

Décision notifiée au demandeur le : 29/11/23

Affichage du dépôt en Mairie le : 31/10/23

Décision transmise en Préfecture le : 30/11/23

Décision affichée en Mairie le : 28/11/23

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**OBSERVATIONS :** La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes d'urbanisme. Si tel était le cas, un avis d'imposition vous sera transmis ultérieurement par les services de l'Etat.

#### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

#### Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Par dérogation au régime de droit commun, le décret n°2016-6 en date du 05/01/2016 porte le délai de validité à 3 ans. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année renouvelable une fois si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

#### Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

#### Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

#### Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.